# OFFICIEL.

## LEGISLATURE DE LA LOUISIANE

### JOURNAL DE LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

LUNDI, 26 février 1849.

La Chambre se réunit conformément à l'ajournement.

L'appel nominal constate la présence d'un nombre suffisant de membres pour s'occuper d'affaires.

L'Orateur soumet à la Chambre une lettre de J. N. Marks, grand marshall du corps des Pompiers, invitant la Législature à assister à la célébration de leur anniversaire.

L'Orateur reçoit aussi une pétition de S. Marchand, en demande de secours.

*Référée au comité de salier.*

Les membres suivants présentent les pétitions suivantes qui sont référées aux sociétés compétentes:

M. Monaghan—Pétition de Patrick Ward, en demande de secours.

M. Gray—Pétition de certains citoyens de Carrollton, demandant à être protégés contre l'inondation.

M. Larue—Pétition de W. H. Williams, en demande de secours.

M. Gisquet—Pétition de Parish et Norman, en demande de secours.

M. Marks—Pétition de certains citoyens de Baton-Rouge, demandant une allocation.

M. Caldwell—Mémoire du Bureau de Santé-Pouton de l'Asyle des Orphelines.

Les membres suivants présentent les résolutions suivantes:

M. Regan—Résolutions de sympathie pour les Républicains de l'Ile de Cuba:

"Resolu—Que les luttes héroïques pour la liberté dans l'Ile de Cuba ont droit aux sympathies les plus vives de l'Assemblée générale, tant à cause des vertus dont elle fait preuve que des souffrances qu'il ont du endurer;

"Resolu—Que sans prétendre violer les traités existant entre le gouvernement de Etats-Unis et celui de la Reine d'Espagne, nous verrons avec un grand plaisir s'établir paisiblement une République semblable à la nôtre à l'Ile de Cube;

"Resolu—Que nous déplorons les oppressions sous lesquelles les Républicains de l'Ile de Cuba ont longtemps gémi.

Resolu—Que Son Excellence Joseph Walker, Gouverneur de l'Etat de la Louisiane, est priée de transmettre une copie de ces résolutions au gouverneur de chacun des Etats à Esclaves.

Référées au comité des relations fédérales.

M. Scarborough—"Résolu, que le vendredi de cha que semaine soit designé pour la discussion des bills d'une nature locale—Renvoyée.

M. Walker—"Résolu qu'à partir de ce jour, cette Chambre siégera le soir, et se réunira à 7 heures, et ne s'ajournera et continuera jusqu'à ce qu'elle ait été régulièrement ajournée—Renvoyée.

M. Walker—Résolu que le comité judiciaire est requis de s'enquérir de l'opportunité de faire une loi, donnant le droit de saisie arrêt, et on requerra aux individus, qui auront souffert des dommages dans les travaux à exécuter, ou autres embarrassements naviguant dans les Rivières, dans les Bayous et les Lacs de l'Etat, et que si le contraire est l'opinion qu'une telle loi soit adoptée, c'est le cas de faire un rapport par un bill conforme à cette résolution.

Sur motion, la dite résolution est adoptée.

M. Bonny—" Résolu &c—Que le comité d'enrolement est et demeure autorisé à nommer des commis additionnels lorsqu'il le jugera nécessaire.

Sur motion, la dite résolution est adoptée.

M. Bonny, au nom du comité d'enrolement, rapporte comme correctement enrôlés les bills suivants:

Acte pour pourvoir à la nomination de deux notaires additionnels dans et pour la paroisse de Catahoula.

Acte en faveur de Joseph Lanl, François Duchamp et Edouard Mailar, h. c. de la ville de la Nle Orleans, vétérans de 1814 & 15.

L'Orateur signe ces bills et le Greffier est chargé d'y demander la signature du Président du Sénat.

M. King, au nom du comité judiciaire auquel on a référé les bills suivants, intitulés:

Acte pour établir et déterminer les devoirs des pilotes, et régler le pilotage dans la baie et la rade Atchafalaya.

Acte supplémentaire à l'acte intitulé: "Acte pour changer l'époque des sessions des Cours de District dans le 13me District judiciaire, approuvé le 8 février 1850.

Acte en faveur de James Cage, rapporte lesdits bills à la Chambre sans amendements.

Le même membre, au nom du même comité auquel a été référé le bill intitulé: "Acte pour abroger la 10me section de l'acte No 106, soumet un substitut intitulé:

Acte pour amender l'acte intitulé: "Acte pour définir la juridiction et fixer le nombre des juges de paix qui seront élus dans et pour la paroisse de Jefferson, et de la Nouvelle Orléans, approuvé le 1er juin 1846.

Le même membre, au nom du même comité auquel a été référé l'acte intitulé:

Acte pour amender l'acte intitulé: "Acte pour définir la juridiction et fixer le nombre des juges de paix qui seront élus dans et pour la paroisse de De Soto.

Le même membre, au nom du même comité auquel a été référé l'acte intitulé:

Acte pour régler les devoirs des encanteurs.

Le même membre, au nom du même comité auquel a été référé le bill intitulé:

"Acte pour augmenter les recorders de paroisse, notaires public et les juges de paix à recevoir le serment de toutes les personnes nommées à des emplois judiciaires, soumet le substitut suivant:

Acte pour pourvoir à la prestation et à l'enregistrement des serments d'office.

Le même membre, au nom du même comité auquel a été référé l'acte intitulé:

Acte pour pourvoir à la construction d'un chemin à coulisses, à partir du fleuve Mississippi jusqu'à la Grande Rivière, rapporte ledit acte à la Chambre avec des amendements.

Le même membre, au nom du même comité auquel ont référé les bills et resolutions suivantes.

Resolution autorisant l'achat des Débats d'Etat.

Résolution nommant un comité pour s'enquérir de la convenance de contracter la Banque du Canal de se conformer à la 36me section de sa charte.

Acte pour fixer une époque où devront expirer tous les emplois dont la durée n'a pas été fixée par la Constitution.

Acte pour amender les lois relatives au jury de police dans la paroisse de Jackson.

Acte pour prendre le témoignage des esclaves dans certain cas, fait un rapport défavorable sur lesdits actes, &c.

Le même membre, au nom du même comité auquel ont été référés les bills suivants, rapporte que le comité a déjà pris le sujet de ces bills en considération.

Acte pour définir et régler les devoirs des personnes qui, à l'avenir, arrêteront des esclaves marrons ou errans sans un permis de leurs maîtres dans les limites incorporées de toute ville ou tout village contrairement aux ordonnances de police et pour abroger toutes les lois à ce contraires.

Acte pour définir et régler les devoirs des juges de paix, des maires, aldermen et recorders de toute ville ou tout village incorporé, et comme juges de paix, relativement aux esclaves arrêtés comme marrons, ou errant sans un permis de leurs maîtres, et pour abroger toutes les lois à ce contraires.

Le même membre, au nom du même comité auquel a été référé le mémoire des citoyens de Carrollton, rapporte que l'objet du mémoire a été accompli par une loi générale soumise par ce comité.

Le même membre au nom du même comité auquel a été référé le bill du Sénat intitulé:

"Acte en faveur de Merrick Menthon, rapporte contre l'adoption dudit acte.

Le même membre, au nom du même comité auquel a été référé le bill intitulé:

"Acte en faveur de James Marks, demande que ledit acte soit retiré au comité des affaires paroissiales.—Accordé.

Le même membre, au nom du même comité auquel a été référé le bill intitulé: "Acte pour diviser les députés du comté sur de la ville de Lafayette et pour pourvoir à la nomination d'un secrétaire du Conseil de ladite ville, rapporte que les autorités municipales de Lafayette ont le pouvoir par leur charte d'accomplir l'objet dudit acte.

Le même membre, au nom du même comité, auquel a été référé le mémoire des citoyens de la paroisse de Caddo, demandant une charte pour un chemin de fer, fait un rapport défavorable au dit mémoire.

Le même membre, au nom du même comité, auquel a été référé le mémoire de Thomas C. Poole, greffier de la Dix-neuvième Cour de District en demande de secours, rapporte contre la demande du pétitionnaire.

M. Connelly, au nom du comité des amélirations intérieures, auquel ont été référés les bills et les résolutions qui suivent, rapporte les dits bills et résolutions sans amendements.

Acte pour autoriser Theophile Harraig et Co., à creuser un canal à partir du Bayou Lafourche jusqu'au Lac Washa.

Acte pour construire des levées aux Bayous Kimbal, Conn et Langley.

Acte pour nettoyer la barre du Mississipi.

Resolution pour améliorer le Power Huff.

Resolution pour améliorer la navigation du Bayou Boeuf dans les paroisses de Rapides et Avoyelles.

Résolution engageant l'Orateur d'Etat de se rendre à la ville de St-Louis et d'en enlever les obstructions qui en empêchent la navigation.

Resolution engageant à l'ingénieur d'Etat d'enlever les obstructions qui se trouvent dans le Bayou l'Embarras, dans la paroisse de St-Martin.

Le même membre, au nom du même comité auquel ont été référés les bills et resolutions suivantes:

Resolution autorisant l'achat des Débats d'Etat.

Résolution nommant un comité pour s'enquérir de la convenance de contracter la Banque du Canal de se conformer à la 36me section de sa charte.

Acte pour fixer une époque où devront expirer tous les emplois dont la durée n'a pas été fixée par la Constitution.

Acte pour amender les lois relatives au jury de police dans la paroisse de Jackson.

Acte pour prendre le témoignage des esclaves dans certain cas, fait un rapport défavorable sur lesdits actes, &c.

Le même membre, au nom du même comité auquel ont été référés les bills suivants, rapporte que le comité a déjà pris le sujet de ces bills en considération.

Acte pour définir et régler les devoirs des personnes qui, à l'avenir, arrêteront des esclaves marrons ou errans sans un permis de leurs maîtres dans les limites incorporées de toute ville ou tout village contrairement aux ordonnances de police et pour abroger toutes les lois à ce contraires.

Acte pour définir et régler les devoirs des juges de paix, des maires, aldermen et recorders de toute ville ou tout village incorporé, et comme juges de paix, relativement aux esclaves arrêtés comme marrons, ou errant sans un permis de leurs maîtres, et pour abroger toutes les lois à ce contraires.

Le même membre, au nom du même comité auquel a été référé le mémoire des citoyens de Carrollton, rapporte que l'objet du mémoire a été accompli par une loi générale soumise par ce comité.

Le même membre au nom du même comité auquel a été référé le bill du Sénat intitulé:

"Acte en faveur de Merrick Menthon, rapporte contre l'adoption dudit acte.

Le même membre, au nom du même comité auquel a été référé le bill intitulé:

"Acte en faveur de James Marks, demande que ledit acte soit retiré au comité des affaires paroissiales.—Accordé.

Le même membre, au nom du même comité auquel a été référé le bill intitulé: "Acte pour diviser les députés du comté sur de la ville de Lafayette et pour pourvoir à la nomination d'un secrétaire du Conseil de ladite ville, rapporte que les autorités municipales de Lafayette ont le pouvoir par leur charte d'accomplir l'objet dudit acte.

Le même membre, au nom du même comité, auquel a été référé le mémoire des citoyens de la paroisse de Caddo, demandant une charte pour un chemin de fer, fait un rapport défavorable au dit mémoire.

Le même membre, au nom du même comité, auquel a été référé le mémoire de Thomas C. Poole, greffier de la Dix-neuvième Cour de District en demande de secours, rapporte contre la demande du pétitionnaire.

M. Connelly, au nom du comité des amélirations intérieures, auquel ont été référés les bills et les résolutions qui suivent, rapporte les dits bills et résolutions sans amendements.

Acte pour autoriser Theophile Harraig et Co., à creuser un canal à partir du Bayou Lafourche jusqu'au Lac Washa.

Acte pour construire des levées aux Bayous Kimbal, Conn et Langley.

Acte pour nettoyer la barre du Mississipi.

Resolution pour améliorer le Power Huff.

Resolution pour améliorer la navigation du Bayou Boeuf dans les paroisses de Rapides et Avoyelles.

Résolution engageant l'Orateur d'Etat de se rendre à la ville de St-Louis et d'en enlever les obstructions qui en empêchent la navigation.

Resolution engageant à l'ingénieur d'Etat d'enlever les obstructions qui se trouvent dans le Bayou l'Embarras, dans la paroisse de St-Martin.

Le même membre, au nom du même comité auquel a été référé l'acte intitulé:

Acte pour régler les devoirs des encanteurs.

Le même membre, au nom du même comité auquel a été référé le bill intitulé:

"Acte pour augmenter les recorders de paroisse, notaires public et les juges de paix à recevoir le serment de toutes les personnes nommées à des emplois judiciaires, soumet le substitut suivant:

Acte pour pourvoir à la prestation et à l'enregistrement des serments d'office.

Le même membre, au nom du même comité auquel a été référé l'acte intitulé:

Acte pour pourvoir à la construction d'un chemin à coulisses, à partir du fleuve Mississippi jusqu'à la Grande Rivière, rapporte ledit acte à la Chambre avec des amendements.

Le même membre, au nom du même comité auquel ont référé les bills et resolutions suivantes.

Resolution autorisant l'achat des Débats d'Etat.

Résolution nommant un comité pour s'enquérir de la convenance de contracter la Banque du Canal de se conformer à la 36me section de sa charte.

Acte pour fixer une époque où devront expirer tous les emplois dont la durée n'a pas été fixée par la Constitution.

Acte pour amender les lois relatives au jury de police dans la paroisse de Jackson.

Acte pour prendre le témoignage des esclaves dans certain cas, fait un rapport défavorable sur lesdits actes, &c.

Le même membre, au nom du même comité auquel ont été référés les bills suivants, rapporte que le comité a déjà pris le sujet de ces bills en considération.

Acte pour définir et régler les devoirs des personnes qui, à l'avenir, arrêteront des esclaves marrons ou errans sans un permis de leurs maîtres dans les limites incorporées de toute ville ou tout village contrairement aux ordonnances de police et pour abroger toutes les lois à ce contraires.

Acte pour définir et régler les devoirs des juges de paix, des maires, aldermen et recorders de toute ville ou tout village incorporé, et comme juges de paix, relativement aux esclaves arrêtés comme marrons, ou errant sans un permis de leurs maîtres, et pour abroger toutes les lois à ce contraires.

Le même membre, au nom du même comité auquel a été référé le mémoire des citoyens de Carrollton, rapporte que l'objet du mémoire a été accompli par une loi générale soumise par ce comité.

Le même membre au nom du même comité auquel a été référé le bill du Sénat intitulé:

"Acte en faveur de Merrick Menthon, rapporte contre l'adoption dudit acte.

Le même membre, au nom du même comité auquel a été référé le bill intitulé:

"Acte en faveur de James Marks, demande que ledit acte soit retiré au comité des affaires paroissiales.—Accordé.

Le même membre, au nom du même comité auquel a été référé le bill intitulé: "Acte pour diviser les députés du comté sur de la ville de Lafayette et pour pourvoir à la nomination d'un secrétaire du Conseil de ladite ville, rapporte que les autorités municipales de Lafayette ont le pouvoir par leur charte d'accomplir l'objet dudit acte.

Le même membre, au nom du même comité, auquel a été référé le mémoire des citoyens de la paroisse de Caddo, demandant une charte pour un chemin de fer, fait un rapport défavorable au dit mémoire.

Le même membre, au nom du même comité, auquel a été référé le mémoire de Thomas C. Poole, greffier de la Dix-neuvième Cour de District en demande de secours, rapporte contre la demande du pétitionnaire.

M. Connelly, au nom du comité des amélirations intérieures, auquel ont été référés les bills et les résolutions qui suivent, rapporte les dits bills et résolutions sans amendements.

Acte pour autoriser Theophile Harraig et Co., à creuser un canal à partir du Bayou Lafourche jusqu'au Lac Washa.

Acte pour construire des levées aux Bayous Kimbal, Conn et Langley.

Acte pour nettoyer la barre du Mississipi.

Resolution pour améliorer le Power Huff.

Resolution pour améliorer la navigation du Bayou Boeuf dans les paroisses de Rapides et Avoyelles.

Résolution engageant l'Orateur d'Etat de se rendre à la ville de St-Louis et d'en enlever les obstructions qui en empêchent la navigation.

Resolution engageant à l'ingénieur d'Etat d'enlever les obstructions qui se trouvent dans le Bayou l'Embarras, dans la paroisse de St-Martin.

Le même membre, au nom du même comité auquel ont référés les bills et resolutions suivantes: